

Discours d'ouverture de la REF 2022 par Geoffroy Roux de Bézieux

Lundi 29 aout 2022

Seul le prononcé fait foi

Chers amis,

Depuis 3 ans, j'ai pris l'habitude de monter sur scène en musique en lien avec l'actualité

Comme vous, comme le groupe Téléphone en 1984, j'ai rêvé d'un autre monde pour cette rentrée 2022.

Mais avec l'inflation, les pénuries, la crise climatique et surtout le retour de la guerre à nos portes...Ce n'est pas vraiment le monde dont nous rêvions.

Je ne sais pas si c'est la fin de l'insouciance, nous les patrons, on n'a jamais été insouciants. En tout cas, ça nous oblige, nous les entrepreneurs, à apporter des réponses, à trouver des solutions.

C'est pour ça que nous sommes réunis pendant 2 jours.

Bienvenue à LA REF.

Bienvenu a la Rencontre des Entrepreneurs de France

Madame la Première ministre,

Madame la chef de gouvernement tunisien,

Monsieur le premier ministre Polonais,

C'est assez exceptionnel de s'exprimer devant trois premiers ministres, en même temps !

Évidemment Madame la première ministre Borne, votre présence à elle seule est un honneur.

Mais nous sommes très fiers également d'accueillir la première femme chef de gouvernement d'un pays arabe. Enfin monsieur le premier ministre je vous souhaite la bienvenue en Polonais :

Panie Premierze, dzien dobre

Witamy we Francji

Vous reconnaîtrez que c'est une belle photo : la Pologne, la Tunisie et la France réunies pour parler d'Europe.

Pour une fois, la parité est respectée !

Cela fait maintenant 6 mois que la Russie a décidé d'attaquer l'Ukraine.

6 mois que le peuple Ukrainien résiste à la surprise générale, avec un courage qui nous interroge sur notre propre attitude en cas d'invasion de notre pays.

6 mois que la guerre est à 3 heures d'avion de notre pays, avec ses victimes, ses exactions et ses mensonges.

Vous avez entendu comme moi le président Zelenski tout à l'heure. Cette guerre va durer, c'est une guerre longue.

En 2019 lors de la première REF à Longchamp, je vous avais alertés sur une déclaration de Poutine dans une interview au Financial Times :

« L'idée libérale est devenue obsolète », disait-il, et il ajoutait « le libéralisme est maintenant en opposition avec les intérêts de la très grande majorité de la population ».

Ça pouvait à l'époque sembler anodin.

Mais ce qu'il fallait comprendre, c'est que c'est la démocratie que Poutine attaquait.

Dans son esprit, la démocratie, c'est une anomalie de l'Histoire.

Ce qui le guide, c'est la volonté de retrouver une grande Russie, et cela passe par l'annexion de pays limitrophes.

Bien sûr comme dans toute guerre, rien n'est simple et rien n'est blanc ou noir.

Bien sûr l'histoire de cette partie du monde est éminemment complexe et mélangée.

Mais l'agression russe nous oblige à choisir un camp.

Le général de Gaulle disait. « Il y a un pacte vingt fois séculaire entre la grandeur de la France et la liberté du monde ».

Nous devons choisir le camp de la liberté, celui du peuple Ukrainien.

Mais soyons sans illusion : ce ne sont pas les sanctions qui feront changer la politique ou le régime : on l'a vu en Iran, on l'a vu en Corée du nord, on l'a vu à Cuba.

Et cela ne doit pas empêcher les entreprises qui ont des filiales et des employés en Russie de décider, en fonction de leur situation, de rester ou de partir.

Là aussi pas de naïveté : partir c'est souvent tout laisser à Poutine et à ses amis oligarques. Alors, pas de leçons de morale, surtout anglosaxonnes.

Mais ces sanctions envoient un signal fort : le signal que nos valeurs ne sont pas négociables.

Certains d'entre vous espèrent peut-être que l'on pourra revenir en arrière.

Que tout ça n'est qu'un mauvais rêve qui va se terminer bientôt.

Je crains que ça soit une illusion.

Les tensions dans le monde vont continuer à monter, que ce soit en mer noire, ou en mer de Chine.

Il nous faudra reformater nos logiciels, habitués à une mondialisation heureuse et à la fin de l'histoire.

Cette fin de l'histoire dont son auteur Francis Fukuyama, nuance désormais l'analyse. Il nous en parlera cet après-midi.

La réalité, c'est que « l'histoire est tragique » pour reprendre les mots de Raymond Aron.

La règle, ce sont les conflits. L'exception, c'est la paix.

Pour autant nous devons faire en sorte de ne pas passer de la mondialisation heureuse à la démondialisation malheureuse.

Tout d'abord, un jour, il y aura un « après Poutine » à Moscou, et nous devons réfléchir à comment réintégrer économiquement la « Russie d'après ».

Car je reste convaincu que « notre continent doit respirer avec ses deux poumons : celui de l'Est et de l'Ouest » comme le disait Jean-Paul II au retour d'un déplacement en Ukraine en 2001.

En attendant ce moment, ce que souligne cette guerre finalement, c'est que deux camps se font maintenant face dans le monde.

D'un côté, il y a les pays autocratiques qui ont une véritable volonté de puissance.

Au sens Nietzscheen, c'est-à-dire l'envie d'être plus grand, plus influent, plus craint aussi. C'est le cas de la Russie, de la Chine avec Taiwan. Et aussi d'un certain nombre de pays au Moyen Orient ou en Asie.

Et de l'autre côté, il y a nous les pays démocratiques, qui voulons régler les conflits par le droit international, par la négociation et le « doux commerce » de Montesquieu.

Des pays dont les populations préfèrent le bien-être et la sécurité à la puissance.

Mais le monde ne se limite pas à ces deux camps.

A l'ONU en mars dernier, 35 pays se sont abstenus de voter la résolution exigeant que la Russie cesse de recourir à la force contre l'Ukraine.

En réalité c'est principalement le bloc occidental qui applique des sanctions économiques envers la Russie.

Et c'est là que nous, les entrepreneurs, nous avons un rôle à jouer pour promouvoir, par le commerce et les échanges nos valeurs de liberté et de démocratie.

Un exemple concret : Dans les pays qui n'ont pas sanctionné la Russie, il y a beaucoup de pays africains francophones.

Ces pays qui s'interrogent sur les alliances qu'ils doivent nouer, c'est à nous de les accompagner pour qu'ils ne tombent pas du mauvais côté de la Force.

L'année dernière nous avons consacré la première journée de LA REF à la Francophonie économique : 500 millions de francophones dans le monde, 16% du PIB mondial, la Francophonie est un levier économique incroyable !

Après cette première réussite, nous avons impulsé avec 27 pays l'Alliance des patronats francophones à Tunis en mars dernier, où nous avons été formidablement accueillis par vous, madame la chef du Gouvernement.

Dans ce monde nouveau et incertain il faut trouver de nouvelles manières de discuter, de faire du commerce et des affaires de région à région.

C'est pourquoi, j'ai également choisi d'inviter le Président de la République du Bénin pour parler demain de la coopération entre l'Europe et l'Afrique dans un monde en crise. J'en profite pour vous rappeler que la 2^{ème} REF Francophone aura lieu à Abidjan en octobre prochain et je vous y convie tous.

Le thème de cette REF, c'est Euro-Visions.

Alors, je vous rassure, je ne vais pas me mettre à chanter la dernière chanson française qui a gagné l'Eurovision en 1977, Comme un enfant de Marie Myriam.

Non, c'est Euro-visions, en deux mots, et au pluriel.

Visions au pluriel, car comme dans une grande famille il peut parfois y avoir des nuances dans la manière dont on comprend et dont on vit l'Europe, son destin et son rôle en fonction de l'histoire et de la géographie de chaque pays.

Dans un instant nous entendrons le premier ministre Polonais.

Vous le savez, il a pu y avoir ces derniers temps des incompréhensions entre la Pologne et l'Europe.

Mais en réalité nous partageons avec ce grand pays le principal, c'est-à-dire l'amour de la liberté.

Et quand la Russie a envahi l'Ukraine, nous avons pu nous retrouver ensemble sur l'essentiel. N'oublions pas le rôle que ce pays a joué dans la chute du mur de Berlin.

Le projet des pères fondateurs de l'Europe reposait sur la paix et sur la prospérité commune. Et ces promesses ont été formidablement tenues : 70 ans de paix et une hausse continue du niveau de vie.

Mais aujourd'hui, l'Europe fait face à deux défis sur lesquels je voudrais m'attarder quelques instants. Deux défis presque aussi colossaux que ceux qu'ont eu à affronter les pères fondateurs :

- D'une part, une guerre aux frontières de l'Europe qui est là pour longtemps, et qui nous interroge collectivement à la fois sur notre capacité de résistance et sur la fragilité de nos dépendances.
- D'autre part, le défi climatique. Vous connaissez tous la phrase de Jacques Chirac « notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Mais cet été, impossible de détourner le regard !

La guerre, et plus généralement la confrontation économique avec d'autres puissances conquérantes, nous oblige au-delà de ce que nous avons appris la crise sanitaire, à retrouver une forme de souveraineté industrielle et énergétique.

La partie la plus emblématique c'est bien sûr le retour en Europe d'un certain nombre des filières stratégiques et la volonté partagée de réindustrialiser notre continent et singulièrement la France.

Sur l'énergie, le voile de l'ignorance a été levé : chacun sait maintenant les choix malheureux qui ont été faits depuis 30 ans, en particulier par certains de nos voisins et les conséquences de ces choix qu'il faudra probablement payer cet hiver.

Oui, par naïveté, par faiblesse, ou par insouciance, l'Europe est dépendante du gaz Russe. Et Vladimir Poutine l'a bien compris et il joue avec nos nerfs.

Les Romains disaient « si vis pacem para bellum ». Non ce ne sont pas les deux camps romains d'Astérix en Corse. Ça veut bien dire : Qui veut la paix, prépare la guerre.

Nous, nous voulions la paix, mais nous n'avons pas préparé la guerre.

En particulier sur l'énergie nucléaire : tous ceux qui ont poussé à renoncer à cette énergie dans certains pays ou à sous investir dans d'autres, porteront une lourde responsabilité devant l'histoire.

Nous devons donc maintenant collectivement entrer dans une croissance sobre : je dis bien une croissance sobre, car nous ne devons pas renoncer à produire et à travailler.

Les entreprises, Madame la Première ministre, feront leur part pour atteindre les objectifs de sobriété énergétique, sur le chauffage des bureaux ou le déplacement de leurs collaborateurs, mais aussi et surtout sur l'efficacité de leurs process de production.

C'est d'ailleurs avant tout une impérieuse nécessité économique, car l'envolée des coûts de l'énergie met à mal un nombre grandissant de secteurs. Pour certains, avec le prix actuel du mégawattheure, et la fin des contrats à terme, cela risque d'être une rapidement une question de survie.

Mais la souveraineté ce n'est pas uniquement une question de relocalisations industrielles.

La souveraineté, c'est aussi par exemple la question des données et par extension celle des géants américains du numérique et des monopoles mondiaux qui sont en train de se créer. Là aussi l'Europe doit jouer son rôle.

Le deuxième défi, c'est celui d'inventer un autre modèle de production et de consommation qui nous permette d'atteindre nos objectifs de baisse d'émission de CO2.

C'est ce que j'avais appelé l'année dernière « inventer le capitalisme décarboné ».

Cette expression, c'est le symbole, c'est l'aboutissement de 4 années de transformations profondes du MEDEF.

En 4 ans, nous avons mis à jour notre logiciel. Aujourd'hui, que les choses soient claires, il n'y a plus d'entrepreneur climatosceptique.

Plus qu'un changement, c'est un basculement.

Pour la première fois dans notre baromètre annuel, 1 chef d'entreprise sur 2 attend que le MEDEF fasse des propositions en matière de transition.

C'est devenu la première préoccupation de nos adhérents, devançant pour la première fois la fiscalité !

Ces attentes, nous les avons entendues. Et depuis 4 ans, nous les avons portées.

Nous avons été les premiers, et longtemps les seuls, à soutenir le projet d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe.

Ce concept de « capitalisme décarboné » a suscité des tollés à l'extrême gauche, pour qui on ne peut pas être libéral et écologiste !

Mais contrairement à ce que pensent les tenants de l'écologie politique, la décarbonation de notre économie a besoin du capitalisme.

D'abord parce que nous allons avoir un besoin massif de capital pour y arriver.

Je sais que c'est un gros mot en France, mais pour les 7 prochaines années nous avons besoin d'investir 40 milliards d'euros supplémentaires par an en capital pour tenir l'objectif de réduction de moitié de nos émissions de CO2 en 2030.

J'insiste sur ce chiffre car c'est 20% d'investissements supplémentaires pour les entreprises françaises chaque année. Et évidemment sans retour financier, au sens traditionnel du terme. Mais bien sûr un retour bien plus important, qui est la survie de l'humanité.

Ce capitalisme décarboné, il a un but : les 1,5°C de l'accord de Paris.

Il a un cap : notre trajectoire de décarbonation.

Il a une monnaie commune : la tonne de carbone évitée.

Madame la Première ministre, notre objectif commun doit être de maximiser les tonnes de carbone évitées au meilleur coût et de faire de la décarbonation un vrai levier de compétitivité !

Mais évitons les mesures symboliques ou médiatiques dont l'impact carbone est inexistant ou faible. A titre d'exemple, nous avons fait évaluer les 20 premières mesures de la loi Climat et résilience : elles ont un coût de la tonne de carbone évitée à 800 €. C'est 10 fois le prix du marché.

Ce capitalisme décarboné, il ne sera pas que l'effort des entrepreneurs !

Nous avons besoin d'un État stratège, qui encourage et accompagne nos efforts, en nous aidant à investir.

J'assume d'ailleurs parfaitement le terme de planification écologique, car quand on est sur des objectifs à 2030 et surtout 2050, il faut que les règles du jeu soient le plus possible fixées en avance. Et surtout qu'elles ne changent pas !

Nous avons besoin d'une Europe garante des mêmes règles du jeu pour tous les pays membres.

Une Europe qui nous protège de la concurrence déloyale de pays extérieurs qui n'ont pas le même agenda sur la transition écologique. Ou pour certains qui n'ont pas même pas d'agenda du tout !

Nous avons aussi besoin des citoyens, qui sont aussi des consommateurs.

Nous avons besoin que leurs convictions se retrouvent dans leurs achats
Car oui, soyons clairs, produire plus vert, c'est très souvent produire plus cher.

Nous avons besoin de tous pour réussir ce pari, car l'écologie est un sujet bien trop sérieux pour le laisser simplement aux écologistes !

Ce capitalisme décarboné que j'appelle de mes vœux, c'est aussi bien un enjeu de préservation de notre planète, que de respect vis-à-vis des générations futures.

Mais des défis nous attendent aussi et surtout en France.

Cela n'aura échappé à personne, mais, là aussi, des changements majeurs se sont opérés, et de nouvelles méthodes de gouvernement doivent être inventées.

Les Français ont envoyé deux signaux clairs à deux mois d'intervalle : avec l'élection présidentielle, le choix de continuer un agenda de modernisation du pays, et de rejeter les extrêmes, mais aussi avec le résultat des élections législatives, la volonté que cette modernisation soit le fruit d'un consensus le plus large possible.

Votre gouvernement, Madame la Première ministre, va devoir inventer une nouvelle manière de gouverner le pays.

Le compromis ce n'est pas la compromission. C'est la capacité de rassembler « deux français sur trois » comme disait le président Giscard d'Estaing.

Dans ces compromis, Madame la Première ministre, il faudra compter aussi avec les partenaires sociaux. Le quinquennat précédent, chacun le sait, n'a pas toujours été un modèle du genre dans ce domaine !

Mais nous n'en sommes plus là !

Depuis 3 ans, avec l'agenda social autonome initié par le MEDEF, nous avons signé plus de 6 accords majeurs, avec les syndicats de salariés : formation professionnelle, santé au travail, prudhommes, paritarisme et télétravail, ou encore l'accord retraite Agirc-Arrco qui n'était pas le plus simple.

Certains ont permis d'éviter des lois, comme l'accord sur le télétravail ou ont été repris par le parlement comme l'accord sur la santé au travail.

Bien sûr, nous ne serons pas capables d'un accord sur tout, car nous avons, même avec les syndicats réformistes, des divergences profondes sur certains sujets.

Sur l'assurance chômage par exemple on ne se mettra pas d'accord avec Laurent Berger, car nous n'avons pas la même vision de la situation. Et donc il est légitime que l'État reprenne la main.

Mais ce que je vous demande solennellement aujourd'hui, c'est de faire confiance à notre sens des responsabilités. Et, si nous trouvons un compromis, de prendre celui-ci comme base de vos décisions, y compris et j'insiste, quand l'administration s'y oppose ! Certains au plus haut niveau ont parlé de l'Etat profond...

Quand par exemple, le Garde des Sceaux réunit les états généraux de la justice et que les propositions des partenaires sociaux issues d'un accord paritaire ne sont même pas mentionnées dans le rapport final !

Ou quand on entend régulièrement à tous les niveaux de l'État, la volonté de nationaliser Action Logement, alors que depuis quatre ans nous l'avons complètement réorganisé et que c'est devenu le premier constructeur de logement sociaux en France.

Ou bien encore quand Bercy pousse le projet d'unification du recouvrement fiscal et social, à commencer par le transfert du recouvrement AGIRC/ARRCO vers l'ACOSS dont on ne voit absolument pas l'utilité pour les entreprises.

Par contre, on voit bien qu'il met en place un mécanisme qui, un jour, permettra de mettre la main sur un régime qui n'a jamais été en déficit et a plus de 60 milliards d'euros de réserves.

(L'administration nous explique que c'est une demande des chefs d'entreprise pour des raisons de simplification. Je n'ai jamais croisé un chef d'entreprise qui soit demandeur. En tous cas comme disait Audiard, ça n'est pas la majorité du genre !)

Madame la Première ministre, l'État ne doit pas tout faire en France car l'État ne sait pas tout faire !

Madame la Première ministre, faites confiance aux corps intermédiaires et ils vous le rendront !

Mais travailler avec les corps intermédiaires, ça ne doit pas empêcher, au contraire, de gouverner.

Gouverner à la même racine latine que gouvernail. Et pour gouverner, en trouvant des compromis, il faut des convictions fortes qui servent de gouvernail, sinon, on pourrait avoir le sentiment que gouverner, c'est godiller.

Ces convictions, elles doivent avant tout s'appuyer sur la réalité économique de notre pays.

Et quelle est-elle ?

Comme le reste du monde, nous sentons un ralentissement de l'économie. Comme le reste du monde, nous subissons les pénuries, l'inflation des matières premières et les difficultés de recrutement.

Mais parce que depuis 7 ans la France a fait le choix de la politique de l'offre, notre pays a moins ralenti que les autres.

Parce que la France a baissé les impôts des entreprises, et notamment le taux d'IS, nous avons commencé à stopper la désindustrialisation.

Parce que la France a réformé (partiellement) le code du travail, nous continuons à créer des emplois, et le taux d'emploi est au plus haut depuis 1975.

Ça ne veut évidemment pas dire que nous échapperons à une éventuelle récession mondiale. Mais cela veut dire que l'on ne doit surtout pas changer de cap.

J'entends ceux qui demandent plus d'allocations, plus de chèques et donc plus de dépenses publiques face à l'inflation.

Mais laissons Keynes reposer en paix. La meilleure façon d'aider les ménages français, c'est de rendre de la compétitivité à leurs employeurs.

Je vous cite un seul chiffre : Au premier trimestre 2022, la masse salariale du privé a augmenté de 11%. Ce sont les chiffres de l'ACOSS.

Bien sûr, il ne s'agit pas que d'augmentations de salaires, il y a dans ce chiffre l'effet des créations d'emplois et les salariés qui changent d'entreprise.

Mais la véritable réponse au problème du pouvoir d'achat, elle n'est pas dans des indemnités ou dans des chèques. Elle est dans une politique de l'offre !

Et puis n'oublions pas la dette : je parlais à propos du climat, de notre responsabilité vis-à-vis de nos enfants. Elle est aussi importante pour l'endettement que nous leur laisserons.

Nous devons aller vers la sobriété énergétique, mais aussi la sobriété budgétaire.

L'autre réalité de notre pays, c'est que l'entreprise est maintenant reconnue par une très grande majorité de nos concitoyens comme porteuse du bien commun.

Selon Opinion Way, 82% des français ont une bonne image de l'entreprise, et ce, quelle que soit sa taille. C'est le plus haut score depuis 20 ans, date à laquelle on a commencé à poser cette question aux français.

Malgré ce que nous explique Jean-Luc Mélenchon, les Français ne voient pas les chefs d'entreprise comme des parasites ! Bien au contraire !

On ne peut pas, on ne peut plus accéder au pouvoir et encore moins gouverner la France, contre l'entreprise.

Alors Madame la Première ministre, faites confiance aux entreprises et aux entrepreneurs !

Que nous disent les 190 000 entreprises adhérentes du MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE FRANCE, sur ce qu'elles attendent de votre gouvernement :

J'ai parcouru le pays au printemps à l'occasion d'un certain nombre d'Assemblées générales de MEDEF territoriaux et j'ai écouté nos adhérents.

Le moral des chefs d'entreprise est plutôt bon.

Le sondage que nous avons réalisé avec l'IFOP montre que près de 80% d'entre eux se disent optimistes quant à la situation de leur entreprise. C'est 7 points de moins que l'an dernier tout de même...

Là où ça coince, c'est concernant l'économie française... Ils ne sont plus qu'1 sur 2 à être optimistes à son sujet.

Et je ne vous apprends rien, le sujet de préoccupation numéro un des chefs d'entreprises, c'est le recrutement.

D'ailleurs pas besoin d'aller dans les AG du MEDEF : tous ceux d'entre vous qui sont allés au restaurant ou à l'hôtel cet été, ont pu le constater. La pénurie de salariés est partout !

Les seuls chefs d'entreprise qui n'ont pas de problème de recrutement, ce sont ceux qui ne recrutent pas. Il n'y a plus de métiers en tension, car tous les métiers sont en tension !

La France vit une situation anormale, où le taux de chômage structurel semble se situer à 7% !

Vous le savez, c'est un problème qui a de nombreuses causes : des enjeux de formation, de mobilité, des enjeux de logement...

Ces problématiques doivent être résolues et ce n'est pas seulement le rôle de l'État.

Mais il y a aussi, il faut le dire, un certain nombre de cas où les différents régimes d'aide et en particulier celui de l'assurance chômage font que, ne pas travailler est financièrement plus intéressant que travailler.

Contrairement à ce que disent les syndicats, il ne s'agit pas de stigmatiser qui que ce soit, mais de constater simplement un comportement rationnel d'optimisation des règles.

C'est pourquoi nous pensons que la réforme prioritaire, c'est bien d'adapter les conditions d'indemnisation au marché de l'emploi.

Il est logique et légitime, que quand il y a beaucoup d'emplois disponibles la durée d'indemnisation soit réduite et inversement. Tous les Français le comprennent et en particulier ceux qui travaillent.

Car une France avec le taux d'emploi de l'Allemagne, c'est une France plus prospère, une France moins fracturée et au passage tous les régimes sociaux qui reviennent à l'équilibre.

Soyons optimistes. Nous avons réussi collectivement le défi de l'apprentissage. Nous allons probablement dépasser les 800 000 apprentis à la rentrée 2022.

Un objectif de 1 million d'apprentis paraît atteignable.

De la même manière nous pouvons viser le même taux d'emploi que l'Allemagne à 75%. Nous ne sommes qu'à 68%.

Et avec un taux d'emploi de 75%, on résout une grande partie du déficit prévisionnel des régimes de retraite.

Je dis une grande partie du déficit, car là aussi il faut s'appuyer sur la réalité : les régimes privés, salariés et indépendants, seront proches de l'équilibre dans les années à venir, surtout si le taux d'emploi privé continue à progresser.

Le véritable problème vient de la fonction publique dont le régime est structurellement déficitaire

Mais ce déficit est masqué par les taux de cotisations employeurs totalement hors norme. Si l'employeur public cotisait comme un employeur privé, le déficit serait de 30 milliards d'euros.

Ce déficit est en réalité financé par le budget général de l'État.

Et donc au final participe à l'alourdissement de notre dette publique ou à la hausse des impôts.

Cette réforme des retraites chacun sait qu'elle est la plus difficile des réformes à faire.

Mais il faudra la faire : avec justice, en prenant en compte ceux qui ont commencé à travailler tôt. Mais il faudra la faire.

L'autre grande attente des chefs d'entreprise concerne la fiscalité : vous allez me dire que c'est un grand classique du patronat, le marronnier de tous les présidents du MEDEF depuis qu'on a inventé l'impôt.

Mais ce qui est nouveau, c'est que quand le taux d'impôt baisse, les recettes de l'État peuvent augmenter !

Les recettes de l'IS ont été multipliées par 3 en 4 ans alors que le taux est passé de 33% à 25%.

Comme le disait le journal L'Opinion la semaine dernière, les fameux « surprofits » sont plus du côté de l'État que des entreprises.

J'espère que Bruno Le Maire saura nous remercier demain !

Soyons justes, la France n'est plus l'enfer fiscal qu'elle était il y a quelques années.

Sur l'impôt sur les sociétés, sur la fiscalité sur le capital, nous sommes dans la moyenne européenne et cela nous suffit.

Mais il reste deux points noirs vis-à-vis de nos voisins immédiats : les impôts de production et les charges sociales sur les hauts salaires. Ce sont deux batailles cruciales à gagner dans les années qui viennent.

Pourquoi ? Parce qu'elles permettent de répondre aux deux défis majeurs qui nous attendent.

Contrairement à ce que certains font semblant de croire, les baisses d'impôt de production n'iront pas grossir les dividendes.

Elles serviront à financer les 40 milliards d'euros annuels d'investissements pour atteindre nos objectifs CO2 de 2030 dont je parlais tout à l'heure.

Le plafonnement des charges sur les hauts salaires comme en Allemagne, nous permettra de gagner l'autre grande bataille du futur, celle de l'innovation et de la connaissance.

Madame la Première ministre, mettez-nous à égalité avec nos concurrents, pas avec la Chine ou l'Inde. A égalité avec nos concurrents Allemands, Hollandais, Italiens, Espagnols !

Et vous verrez que les entrepreneurs Français vous renverront l'ascenseur : avec un chômage en baisse et avec des rentrées fiscales en hausse !

Alors bien sûr je pourrais continuer cette liste longtemps.

Mais gouverner c'est décider mais c'est aussi choisir, c'est sélectionner des priorités. Or il est probable qu'avec cette nouvelle donne politique, nous allons moins légiférer. Et que nos lois seront moins bavardes.

Cette nouvelle donne politique, c'est peut-être l'occasion de reprendre le sujet de la simplification : votre gouvernement s'apprête à déposer un projet de loi permettant d'accélérer les installations des ENR.

Si j'étais cruel, je dirais que c'est un magnifique aveu de l'administration que le reste va trop lentement.

Que notre économie croule sous les règlements incohérents, inutiles ou incompréhensibles.

Que les entrepreneurs français sont désavantagés par le poids de la bureaucratie.

Je cite le Président de la République : « Sachons mettre un terme à la prolifération législative. Elle affaiblit la loi qui perd dans l'accumulation des textes, une part de sa vigueur et certainement de son sens ». Fin de citation.

Voilà de belles paroles. Malheureusement c'était devant le congrès le 3 juillet 2017. Depuis le corpus de textes en vigueur s'est accru de 15% !

Soyons justes là aussi : la loi ASAP qui a été votée en 2021 est un premier pas.

Certaines initiatives de Bercy, comme la relation de confiance, vont dans la bonne direction.

Mais on est loin d'avoir une administration au service des entreprises. Et puisque la simplification est un thème consensuel, à gauche comme à droite, profitons-en !

Avant de conclure je voudrais m'adresser à nos adhérents et dire un mot de notre MEDEF.

Il est en pleine forme mes amis : le baromètre d'image que nous faisons chaque année montre que 82% des chefs d'entreprise ont une bonne ou une très bonne image du MEDEF.

Une hausse de 19 points depuis 2016.

Et surtout, 53% des citoyens français ont une bonne image du MEDEF.

Pour vous dire la vérité, quand j'ai vu ces chiffres chez les Français, j'ai demandé à Vincent, notre dircom, de les vérifier 2 fois car je n'y croyais pas.

Voilà en tous cas un score dont rêveraient beaucoup de partis politiques.

Et ces chiffres, mes amis, c'est à vous que nous les devons : vous qui au quotidien, dans vos territoires, dans vos fédérations, êtes les animateurs de nos adhérents et les porteurs de nos messages.

Vous qui ne comptez pas vos heures au service des entreprises.

Vous qui prenez parfois des coups, sans jamais abandonner votre mission.

Je vous dis merci !

Merci également à nos salariés, ceux du siège avenue Bosquet et ceux qui travaillent dans les territoires, les mandataires, les présidents de MEDEF territoriaux, les présidents de fédérations.

Merci de les applaudir.

Merci d'applaudir aussi nos élus du Conseil exécutif qui me font confiance pour diriger le mouvement.

Et nos vice-présidents, tous bénévoles au service des entreprises : Dominique Carlac'h, Fabrice Le Saché, et bien sûr le président délégué Patrick Martin.

Il est temps pour moi de conclure et de vous laisser la parole Madame la Première ministre.

Dans un monde où les tensions internationales ne vont cesser de s'accroître,

Où ceux qui ont fait le choix de l'isolement seront les grands perdants,

Adoptons l'Euro-vision et cultivons ce qui fait de nous une grande puissance.

J'ai parlé tout à l'heure de capitalisme décarboné mais j'aurais pu dire capitalisme européen, car il y a un modèle de capitalisme européen.

Cultivons ce capitalisme européen dont nous pouvons être fiers.

Ce capitalisme, ce n'est pas celui de la Chine qui fait abstraction des droits fondamentaux.

Ce capitalisme, ce n'est pas non plus celui des Etats-Unis, qui laisse beaucoup de gens au bord de la route.

Notre modèle, c'est une 3^{ème} voie.

Une 3^{ème} voie qui concilie liberté, égalité et prospérité.

C'est notre culture.

C'est notre histoire !

Ce sont nos racines !

Soyons-en fiers !

Vive les entreprises,

Vive les entrepreneurs,

Et vive la France dans l'Europe !